Le fameux point du jour... Vous savez ce lot d'immeubles délabrés qui jouxte l'entrée de l'autoroute, et le commissariat qui se ferme à double tour dès 19H, tellement ils ont peur de se faire agresser. D'ailleurs n'ayez pas besoin d'un policier après cette heure-là, on vous enverra à Cagnes en vous le disant à travers trois portes.

Bref, quoi qu'il en soit cette partie "honteuse" de Saint Laurent du Var a fait la une de Nice Matin cette semaine les 14 et 15/05... Pas de grande nouveauté : des immeubles délabrés, des fuites et une zone de non-droit très connue... Alors vous allez nous dire : que faut-il faire? Raser, reloger... ça fait des mois qu'on en parle. A court terme, réparer... sûrement... mais encore faudrait-il que les voitures des personnes qui doivent intervenir ne soient pas dévalisées ou fracturées comme celles des clients des entreprises voisines...

Alors pourquoi aujourd'hui cette "une de Nice Matin"

Un mur. Un mur qui sépare les immeubles des entreprises voisines. Un mur qui renferme ces immeubles sur eux-mêmes...

Pas forcément... une bonne façon de s'intégrer et d'intégrer ces bâtiments...

Mais la faute à qui? A certains de ces habitants dont l'autorité parentale ne reste qu'un simple

mot, à la police qui ne fait rien, à la mairie qui laisse le quartier s'embourber dans ses problème s... A notre avis... c'est un ensemble... Alors que chacun fasse son boulot et cela ira peut-être mieux.

Le Point du Jour au

CITÉ La grogne s'amplifie depuis qu'un mur de blocs en béton a été érigé au fond de la rue pour séparer les entreprises des HLM

Muré. Enclavé. Le Point du Jour, déjà mourant, est désormais coupé en deux par une "barrière de sécurité".

Après la Place centrale, juste avant les entreprises, des blocs de béton ont été érigés. Sans aucun ménagement. Des blocs grisâtre. Même chose sur le côté, où c'est l'accès piéton qui est entravé.

Quelle importance ? Parce qu'ici, c'est le Point du Jour, et qu'après commence la vraie vie ?

Déjà, entre les tours qui se délitent à vue d'œil, on l'appelle le "mur de la honte".

Pour la mairie, c'est une « question de sécurité ».

Pour les habitants, c'est un symbole fort. Qui dérange.

« *Malsain* », disent les plus modérés.

« *Horreur* », lâchent les autres.

Et la colère grande.

« *C'est mieux de pas nous voir, de pas passer par chez nous. On cache la misère. On nous tient à l'écart. On nous tue un peu plus. On s'en fout de nous. Si on pouvait nous geler, nous faire exploser avec les tours. Nous couler dans le Var. Ils seraient tous bien contents* », crache Dylan en face du « rempart » de béton.

Au beau milieu des HLM, Jean-Marc Lebas, l'irréductible patron de Poly Plan, la seule entreprise qui résiste « Contre-allée Georges Pompidou », hausse les épaules, las.

Lui, mais finalement pas si étonné que ça. Le patron de cette entreprise de reprographie analyse ce nouvel épisode. Il en a déjà tellement vu. « *C'est une ghettoïsation supplémentaire de la cité, des HLM, des gens qui y habitent* »

À l'association La Clef, qui porte à bout de bras l'avenir des enfants du Point du Jour, on ne comprend pas bien non plus.

Magali, permanente de l'association, explique : « *Je comprends que les entreprises ont demandé plus de sécurité. Mais vous voyez, les enfants qui viennent chez nous en soutien scolaire par exemple, tous les jours, ils ne peuvent plus passer. Il faut qu'ils fassent le grand tour, ou bien qu'ils enjambent ces blocs de béton, on a peur que l'un d'entre eux se fasse mal* ».

"Les murs, certains les font tomber nous, on les monte"

L'UMP Joseph Segura, conseiller municipal de l'opposition, dénonce : « *Le Point du Jour, c'est Zola au XXIe siècle, à un moment donné, il va falloir faire quelque chose. Je sens la colère qui monte chez les habitants* ».

L'élu laurentin avance une solution : « *Il faudrait commencer à reloger une par une les familles, pour ne pas être pris de court, le jour où il faudra démolir* ». Et d'ajouter : « *Le Point du Jour, c'est la honte des élus!* ».

Quant au mur de béton, il ajoute écœuré : « *On a qu'à mettre des grillages aussi, et des chiens. Comme si on n'avait pas pu faire autrement que d'isoler encore plus ces gens. Et à la mairie, ils disent que c'est Côte d'Azur Habitat… C'est jamais eux, c'est toujours les autres* ».

Marc Ursetti, élu municipal FN et conseiller régional, frappe fort lui aussi : « *Il y a trois ou quatre ans la réhabilitation était planifiée avec l'OPAH et l'accord des collectivités territoriales. Et la personne qui a arrêté le projet, c'est Henri Revel, je le désigne et je n'ai pas peur de le dire* ». « *Le maire qui n'a rien prévu pour Saint-Laurent dans l'ORV alors qu'il en était président jusqu'à il y a trois mois* », affirme encore le socialiste qui demande à ce que les parties se mettent autour d'une table pour trouver une solution au Point du Jour. Il ajoute : « *Quant à la sortie vers les entreprises, je veux bien l'entendre, même si cet accès existait déjà et qu'on l'avait supprimé, pour le remettre aujourd'hui. Mais il y a des endroits où l'on fait tomber les murs, ici nous, on les monte, je trouve que comme moyen de communication, il y a mieux* ».

Leopold Mayen : « On va raser »

Léopold Mayen, premier adjoint à la mairie de Saint-Laurent, en charge de la Sécurité.

Pourquoi ce nouvel accès aux entreprises qui jouxte les HLM?

C'est une séparation physique entre les HLM et les entreprises qui sont sur une propriété privée pour éviter tous les désagréments vécus quotidiennement par les entrepreneurs et leur clientèle. Ils m'ont contacté une énième fois l'an dernier et nous avons eu un rendez-vous avec le sous-préfet Serra. Ils sont confrontés à des provocations, des vitres cassées, du matériel dérobé dans les voitures. Donc, il a été réalisé cette sortie il y a un peu moins d'un mois. J'ai déjà un courrier du président d'une des entreprises, la CAFEL, qui…

Pas les habitants des HLM à cause du mur de blocs de béton. C'est un message?

Non, c'est une question de sécurité, une certaine population de ces HLM vole des voitures ou alors laisse des épaves sur place.

Un symbole violent, non?

C'est disgracieux c'est vrai. Nous sommes conscients de cette disgrâce, mais en même temps, il fallait faire quelque chose. On a quelques jardinières en stock on pourrait faire ça avec des plantes sans entretien. On va essayer de s'organiser.

Concrètement vous faites quoi au Point du Jour?

On a pris le dossier à bras-le-corps. Il y a 5 ans. On alerte Côte d'Azur Habitat qui gère le parc HLM. On a acté, il faut reloger les gens et raser.

Vous avez un plan, un calendrier de relogement?

Pas encore, on voudrait récupérer le site. On attend la levée de l'inondabilité de la zone, avant on ne peut rien faire.

Il y a urgence pourtant. Certaines tours sont dangereuses…

Oui, enfin il n'y a pas de danger imminent a priori…

Vous avez conscience du sentiment d'abandon des habitants?

C'est vrai on n'y va pas au sent… en dehors de la police.

Les rondes sont quotidiennes?

Non, la police municipale passe… quand elle passe par là. Ou bien il y a des descentes de la nationale. Et là ils trouvent de tout dans les caves squattées.

Le Point du Jour un no man's land où Henri Revel ne met plus les pieds?

Il est maire, vice-président de la Cunca, et du conseil général, il n'a pas que ça à faire… Il y a des élus pour cela.

Qui n'y vont pas non plus!

Mais on fait des réunions! Un GIRCO (groupement d'intervention rapide de la commune) toutes les semaines et une cellule de veille tous les 15 jours où 95 % des problèmes évoqués viennent du Point du Jour.

Reportage :
STEPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr

Reportage photo :
GRÉGOIRE ALBERTINI